



Commune  
de Lherm

EXTRAIT DU REGISTRE des ARRETÉS du Maire  
COMMUNE DE LHERM

*Département de la Haute-Garonne – Arrondissement de Muret*

Feuillet n°

Arrêté du  
26/05/2025

ARRÊTÉ  
portant règlement de la circulation

Acte n° 2025/6.1/66

Vu la demande par laquelle la STE ENEDIS représentée par Monsieur FLORES Kévin, demeurant à : 66  
Chemin de la Pradette – 31600 MURET.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2113-1, L 3221-3 et  
L 3221-4, R 2131-1.

Vu le chapitre 1<sup>er</sup> du Titre 1<sup>er</sup> du livre 4 des parties législative et réglementaire relatif aux pouvoirs de  
police de la circulation du nouveau Code de la Route (art..L 411-1).

Vu les articles R 411-5, R 411-21-1, R 417-10, R 411-25, R 412-28, L 325-1, L 325-2, L 325-3 du Code de la  
Route.

Vu le Code de la Voirie Routière.

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal.

Vu l'arrêté Interministériel du 11 février 2008 relatif à la Signalisation des Routes et Autoroutes et  
l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, 8<sup>ème</sup> partie, signalisation  
temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié par les arrêtés du 04  
janvier 1995, 16 novembre 1998, 8 avril 2002 et 31 juillet 2002.

Vu les schémas définis dans le manuel de chef de chantier sur la signalisation temporaire.

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous, pendant  
ces travaux,

**Article 1 : Du 02 au 05 septembre 2025 : la STE ENEDIS est autorisée à installer des groupes électrogènes  
au 120 Chemin de Coucours, 74 Route de Saint Hilaire et 84 Chemin de Cassagne – 31600 LHERM.**

**Article 2 :** Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

**Article 3 :** Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches  
d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

**Article 4 :** Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions  
prévues par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable  
de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 5 :** Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les  
décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les  
dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y  
compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder un mois.

**Article 6 :** La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation prescrite à l'article 1. Elle est en outre  
accordée à titre précaire et ne pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des  
conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou  
dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de  
mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune  
indemnité.

**Article 7 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 8 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant de Gendarmerie, les Services Techniques,  
sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire, Frédéric PASIAN.

